

Damas tient tête à Washington

Moyen-Orient. Les relations, déjà difficiles, entre la Syrie et les Etats-Unis se sont dégradées depuis le raid américain meurtrier sur un village syrien proche de la frontière irakienne.



Des soldats américains venus d'Irak ont mené un raid hélicoptère dimanche 26 octobre sur un village syrien situé à huit kilomètres de la frontière irakienne, selon les médias officiels syriens. L'opération aurait causé la mort de neuf civils, dont des enfants. D'après Bagdad, cette manœuvre visait des insurgés se servant de la Syrie comme «base arrière» pour opérer en Irak. Un responsable américain à Washington a confirmé, sous couvert d'anonymat, que le raid avait bien été mené par les Etats-Unis, ajoutant qu'il s'agissait d'un «succès» dans la lutte contre les combattants étrangers opérant en Irak. Selon ce même responsable, l'un des plus importants passeurs de combattants étrangers dans la région, Abou Ghadiya, aurait en effet péri dans le raid. En réaction à l'opération militaire, Damas a décidé, le 28 octobre, la fermeture de l'école et du centre culturel américain de la capitale, saisissant par ailleurs les Nations Unies. La Syrie a ainsi appelé l'ONU à rendre Washington responsable du raid contre le village et ce, via une lettre adressée au secrétaire général onusien, Ban Ki-moon. Lors du Conseil des ministres syriens, ces derniers ont de fait

dénoncé «le crime barbare qui représente le comble du terrorisme d'Etat pratiqué par l'administration américaine qui viole la charte de l'ONU et le droit international». De même, Mohammad Saïd Bkheitane, le numéro deux du Baas – le parti au pouvoir en Syrie – a affirmé lors d'une réunion des groupes d'amitié arabo-chinoise : «Il s'agit de terrorisme d'Etat, d'un acte de piraterie aérienne qui montre combien les Etats-Unis font fi de la légalité internationale, à l'instar d'Israël».

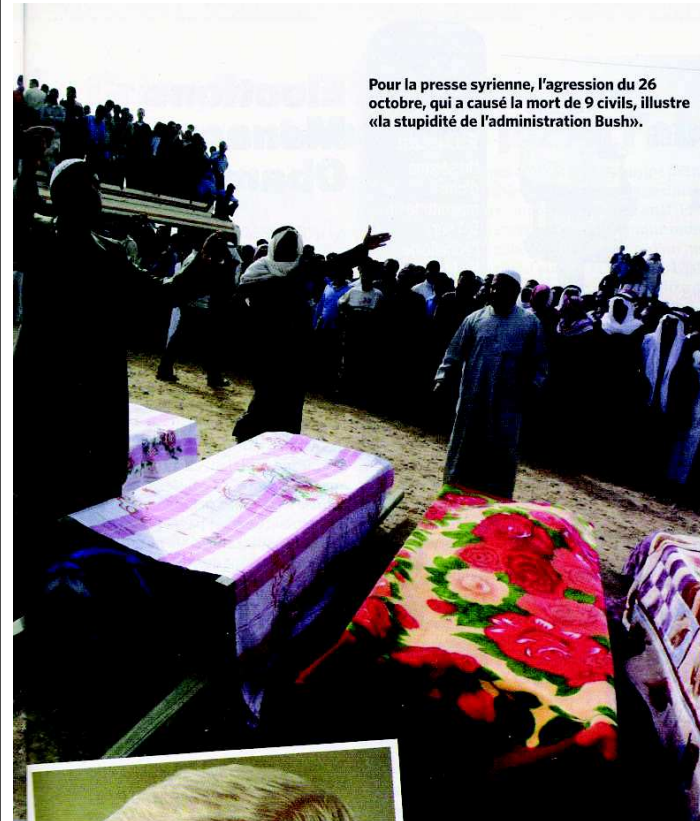
Pour le journal gouvernemental *Techrine*, «cette agression américaine illustre la stupidité de l'administration Bush ainsi que les crimes commis par les armées américaines en Irak et en Afghanistan». Pour cette publication, «l'administration Bush doit rendre compte [...] des crimes de guerre qu'elle commet en Irak, en Afghanistan et maintenant en Syrie, qui ont porté atteinte à son image et suscité la haine des peuples». Quant au quotidien syrien *al-Watan*, également proche du pouvoir, il titre : «Le terrorisme américain frappe la Syrie».

Violation de souveraineté

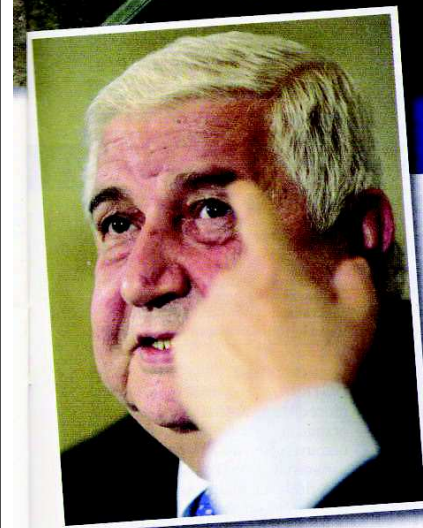
A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, de nombreux pays ont dénoncé l'opération militaire. Le gouvernement irakien l'a critiquée en la qualifiant de contraire à la Constitution irakienne. Le gouvernement du Qatar a également dénoncé

l'opération comme «une violation du droit international». Enfin, l'Égypte, ainsi que la Chine, la Russie et le Liban, ont parlé de «grave violation de la souveraineté» de la Syrie. De plus, le diplomate en chef de l'Union européenne Javier Solana s'est dit «préoccupé». De leur côté, la France et la Ligue arabe ont souhaité que la lumière soit faite sur ce raid. L'organisme panarabe «affirme que cette violation n'aide pas à la stabilité dans la région et ouvre la voie à de nouvelles tensions». Sans oublier le Hezbollah chiite qui a qualifié l'opération de «crime terroriste», affirmant que «les peuples de la région et les leaders opposés au projet américano-sioniste sont attachés à leur indépendance et à leur souveraineté», faisant référence aux présidents syrien Bachar al-Assad et iranien Mahmoud Ahmadinejad. Le mouvement islamiste palestinien Hamas a lui aussi dénoncé le raid comme une agression «barbare» contre le territoire syrien.

Pour ce qui est des Etats-Unis, le département d'Etat américain s'est contenté en termes officiels d'exhorter Damas à mieux contrôler ses frontières, refusant de reconnaître explicitement l'implication de Washington dans une opération d'ores et déjà condamnée par bon nombre d'acteurs politiques. D'autant que Damas et Washington sont en froid, l'admi-



Pour la presse syrienne, l'agression du 26 octobre, qui a causé la mort de 9 civils, illustre «la stupidité de l'administration Bush».



Pour Walid Mouallem, ministre syrien des Affaires étrangères, les Etats-Unis ont commis une agression terroriste.

13, les G.I.s ont par conséquent déjà mené plusieurs opérations contre des combattants étrangers qui s'infiltrèrent notamment à partir du poste frontalier irakien Al-Qaïm, juste en face de la frontière irakienne.

Pour de nombreux analystes, l'opération du 26 octobre rappelle incontestablement les opérations américaines menées depuis le début du mois de septembre dans les zones tribales du Pakistan. Le message serait le même, au moment où l'on estime que les réseaux l'Al-Qaïda se sont considérablement «enforcés» : les Américains ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Ce raid témoignerait donc d'une approche américaine plus agressive à l'égard des sanctuaires d'insurgés, que ce soit aux frontières irakiennes ou afghanes.

Timing douteux

NÉANMOINS, le calendrier de ce raid a de quoi soulever des interrogations. L'opération sur-

La Syrie a dénoncé un crime qui représente «le comble du terrorisme d'Etat pratiqué par l'administration américaine».

vient en effet alors que le régime du président Bachar al-Assad commence à sortir de son isolement diplomatique international en multipliant ses contacts avec la France ou même Israël. La Syrie et Israël ont en effet entamé en mai des négociations de paix par l'intermédiaire de la Turquie. Par ailleurs, les Américains mènent actuellement des négociations avec Bagdad sur la mise en place d'un accord sécuritaire. Washington a l'intention d'établir une importante base militaire en Irak afin de conserver une position stratégique dans la région. Le raid en Syrie adresse ainsi un message clair aux Irakiens : sans la présence américaine, la situation deviendrait incontrôlable. Surtout, alors que les attaques terroristes diminuent en Irak et que l'administration Bush s'apprête à quitter le pouvoir, d'aucuns prétendent qu'il pourrait s'agir d'un «cadeau» fait à John McCain. Ce raid peut reposer la question de la sécurité nationale à quelques jours du scrutin et permettre au républicain d'endosser son rôle de prédilection : celui de commandant en chef. A cet égard, Joseph Bahout, politologue libanais, enseignant et chercheur associé à Sciences-Po a également déclaré au *Monde* que l'attaque intervient dans un contexte électoral américain particulier : «D'après les dernières informations qui nous sont parvenues, la décision d'attaquer a été prise à la Maison Blanche. Il est très vraisemblable que les néoconservateurs et l'administration Bush cherchent à influencer le scrutin présidentiel en recentrant l'attention sur cette région du monde». Quant à la Syrie, elle espère que le résultat de l'élection présidentielle américaine permettra aux Etats-Unis de restaurer leur réputation dans le monde, et d'apprendre des «erreurs» de l'ère Bush, a déclaré le 27 octobre le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. Rendez-vous est pris le 4 novembre.

AMINA BOUBIA